

Vendredi 20 Mars 2009

Compte-rendu du séminaire *Inventer à gauche* sur l'état de l'opinion, l'Europe et l'entreprise

Introduction :

Aujourd'hui, notre réunion va se dérouler en trois temps :

- **1^{er} temps** : une analyse de l'état de l'opinion avec Roland Cayrol, directeur de recherche au CEVIPOF ;
- **2^{ème} temps** : un échange sur l'Europe sur la base des conclusions du groupe qui s'est réuni autour de Roger Godino, Bernard Soulage, Alain Richard et Dominique de Nayves ;
- **3^{ème} temps** : une vision social-démocrate de l'Entreprise sur la base du rapport remis par le groupe de travail présidé par Catherine Tasca et ayant pour rapporteurs Marc Deluzet et Alain Bergounioux.

Plus de 400 noms sont inscrits dans le fichier d'*Inventer à gauche*. Ce sont des personnes qui se sont manifestées pour participer à nos travaux. Ce n'est qu'un début...

1 – L'état de l'opinion en France :

Roland Cayrol :

On m'a demandé de décrire l'état de l'opinion française dans cette crise. On assiste à une nouvelle séquence de l'opinion face à cette crise depuis une à deux semaines. Les français avaient jusque-là conscience de la crise (via le journal de 20H, par l'intermédiaire des experts...), mais ils la considéraient comme quelque chose d'extérieur qui ne les concernait pas vraiment. Ils ne disposaient pas d'objets réels ou tangibles sur lequel ils pouvaient se raccrocher.

Désormais, un salarié sur deux se sent concerné, touché par cette crise (lui-même ou un proche). Il craint pour son emploi ou pour celui de ses enfants. La peur pour ses enfants est très présente dans nos enquêtes.

Il existe une inquiétude sourde par rapport à une crise grave ; cette inquiétude s'est manifestée très vite et de manière profonde. On ne sait pas où on va. Comme d'habitude en France, on attend beaucoup de l'Etat et du pouvoir politique ; or, on a des doutes sur l'efficacité des mesures prises jusqu'à présent. On assiste à l'émergence d'un doute permanent dans l'opinion.

Qu'est-ce que les français attendent ?

Ils aimeraient savoir ce qui se passe, savoir ce qui leur arrive... En quoi ça me concerne ? Comment est-ce arrivé jusqu'à moi, alors que je me situe vraiment loin du problème des *subprimes* ? C'est une première cause anxieuse. Combien de temps cela va durer (quelques mois, années...) ? Sur ce point, on leur dit peu de choses. Le pouvoir politique ne parle pas, c'est aussi très anxieux.

Ils aimeraient avoir le sentiment que la politique économique menée peut avoir une chance de nous en sortir. Est-ce que cela va changer les choses pour moi et pour mes enfants ? Avec François Mitterrand puis Jacques Chirac, le Président était loin, la parole se faisait rare. Cela avait été largement théorisé par les conseillers en communication de l'époque. Cette

conception a progressivement exaspéré les français sur le mode : pourquoi nous parlent ils si peu ? Les français voulaient un président qui leur parle et qui leur rende compte de ce qu'il fait. Le Président actuel fait cela. Le grand public ne le critique pas là-dessus.

Mais quel est le cap ? Les français veulent un ensemble cohérent, qu'on définisse un cap. Quel rapport de tout cela avec tout cela, et en quoi cela va permettre de nous en sortir ? Quelle est la cohérence ? Est-ce que cela va finir par être bon pour nous ? Une explication cruciale à laquelle N Sarkozy ne répond pas. L'inquiétude monte et parfois la colère chez certains d'entre eux, car il ne dit pas ce qu'il a dans la tête.

Mais il n'y a pas d'envie de « Mai 1968 » dans le pays, il n'existe pas de réelle convergence de ces inquiétudes. Il y a juste la volonté de dire au pouvoir que la situation est devenue insupportable. Pour le gouvernement, le pire serait de montrer son entêtement. Mais pour l'instant, il n'y a pas de signe d'embrassement.

Il y a en revanche toujours une idée de comparaison : « et si l'autre parti était au pouvoir, que ferait-il ? ». Il existe une vraie crédibilité conservatrice au Royaume-Uni par rapport à Gordon Brown, Angela Merkel a en revanche une meilleure image. Nicolas Sarkozy est sur ce point bien considéré, car il n'y pas de réelle image de l'opposition. Martine Aubry a progressivement affirmé un vrai statut (56 % d'opinions favorables), mais en tant que 1^{ère} secrétaire, pas comme une alternative possible. Il manque une crédibilité gouvernementale au Parti socialiste. Plus des deux tiers des français estiment que les socialistes ne feraient pas mieux.

Cette grogne, cette attente sourde de l'opinion cherche à se faire entendre, mais pas à en découdre. Elle n'a pas de contours sociaux définis, ce qui est une première. Elle traverse toutes les catégories sociales, les différentes classes sociales, elle est largement répandue dans les territoires. Les électors de gauche, du MODEM et du FN sont opposés (environ 2/3) ne croient pas et jugent cette politique peu efficaces. Le seul électorat qui garde sa confiance, c'est l'électorat UMP (80 % à 85 %), même si cela baisse. Le pouvoir en place trouve son soutien dans sa seule base UMP.

Un dernier commentaire : il existe un fort sentiment d'injustice (vivre dans un pays injuste socialement), sentiment qui n'a jamais aussi fort depuis 30 ans avec des inégalités plus criantes que jamais. Cela ressemble plus à Zola qu'à Marx. La vie est difficile pour ceux qui répondent aux sondages ou pour leurs proches. Même s'ils ne sont pas concernés, il y a quelque chose de trop injuste dans la manière de gérer notre pays (quelques milliards pour les banques ou l'automobile et à peine quelques millions pour eux). Ce sentiment d'injustice est devenu absolument insupportable. C'est un sentiment très prégnant.

Jean-François Merle :

Quel crédit accordé aux bons indicateurs dont fait l'objet Olivier Besancenot ?

Roland Cayrol :

Une image flatteuse est aujourd'hui donnée à Besancenot qui se trouve au-dessus de son niveau habituel. Même si les français ne sont pas d'accord avec lui, il a le mérite de dire « Non ». Il faut ajouter un personnage qui s'est créé : sympathique, le gendre idéal des classes moyennes... En revanche, la traduction électorale est plus complexe.

Il existe un malentendu à partir des listes européennes : on préfère le NPA à Bové ou Cohn-Bendit. Deux vainqueurs des élections européennes semblent se dessiner : Besancenot et Bayrou. Alors que pour le Parlement européen, les élections européennes n'intéressent absolument pas les citoyens. Ils s'en moquent complètement, ils ne savent pas à quoi le Parlement européen sert.

Pierre-Albert :

J'aimerais avoir votre avis sur trois points : la société bloquée non réformable ? le conflit générationnel ? L'avenir du *story telling* (est-il condamné ou sera-t-il imité) ?

Roland Cayrol :

- Sur le point de la société bloquée :

Pour les français, la société est moins bloquée que ses décideurs. Sur l'ensemble des secteurs, l'opinion française est prête à bouger (retraites, dette financière de l'Etat...). Deux français sur trois ont admis que « *demain ne sera pas comme hier* ». Ils ont intégré que cela ne va pas rester comme cela. Il y a donc de vraies possibilités de réformes consensuelles aujourd'hui. En revanche, il convient d'éviter d'utiliser le mot réforme, et préférer les termes de changement ou d'autres termes.

Mais se pose la question de savoir comment on les réalise. Il existe le sentiment qu'elles sont imposées d'en haut. Or les citoyens veulent participer à la décision, ils souhaitent donc des réformes négociées avec la société. De plus, se pose toujours la question de la justice sociale : je veux bien faire un sacrifice, mais que cela ne soit pas que moi qui fasse l'effort. Par exemple, dans le domaine de la santé, les patients, les médecins... doivent supporter le poids du changement. Chacun doit être parti prenante à la réforme. Par conséquent, avoir le courage de dire les choses à l'opinion publique est un vrai atout.

Il existe la perception que les places sont prises par les *insiders*, par ceux qui sont déjà en place. L'entrée dans la vie active est difficile, les générations anciennes empêchant les jeunes d'entrer sur le marché du travail.

- Le *story telling* a encore de beaux jours devant lui. Car le discours politique est souvent trop abstrait. Les français apprécient qu'on leur donne des exemples concrets. Il faut donc réincarner le discours politique avec du concret et avec des exemples. Ce genre d'état d'esprit est à retrouver. Il y a aussi de manière générale, une volonté de plus grande participation ; il existe une soif énorme dans tous les secteurs de la société d'être consulté.

2 – Groupe de travail sur l'Europe :

Bernard Soulage :

Dans ce groupe de travail, on a essayé de s'interroger sur les raisons qui amènent l'Europe être structurellement dans la situation dans laquelle elle se trouve ? Nous sommes dans l'espace économique qui s'adapte le moins bien à la mondialisation, car l'adaptation des systèmes productifs s'est mal faite et parce que nous n'avons pas su coopérer entre nous.

Face à une situation conjoncturelle à laquelle on réagit plutôt mal, l'Europe est capable de se mettre d'accords sur quelques valeurs. Mais nous manquons d'outils (la politique monétaire se résume au maniement des taux d'intérêts, la Roumanie demande l'aide du FMI, car l'Europe ne dispose pas des moyens pour l'aider). Nous n'avons pas d'outils communautaires de réglage économique : l'Union européenne ne dispose ni de politique budgétaire, ni de capacité d'emprunt, ni d'instruments de coordination.

Deux orientations pour l'avenir :

Comment on intéresse les européens à l'élection du 7 juin ? On vient de faire un petit pas avec le *Manifesto*, mais deux pas en arrière : Gordon Brown vote pour Barroso et Zapatero et Socrates *a priori* aussi. Personne ne porte ce projet des socialistes européens. Il n'y a plus de discours collectif. Comme en 2004, les socialistes sont divisés. Alors que P.N. Rasmussen serait un bon candidat.

De quelle manière pourrait-on essayer de sortir de ce marasme institutionnel, politique et économique ? L'hypothèse de la relance du couple franco-allemand paraît difficile. On a accepté l'élargissement, nous sommes à 27. Toutes ces formules (couple franco-allemand, noyau dur...) ne permettent pas des stratégies coopératives. Nous n'avons pas d'autres choix que de construire pas à pas une Union européenne à 27. Cela sera difficile, mais toujours à 27.

Roger Godino :

Merci pour cette introduction. Je suis d'accord sur l'Europe des 27, heureux d'être à 27, et même demain à 28 ou 29 voire au-delà. C'est un vieil idéal socialiste depuis tout temps.

Mais l'on va vers un monde multipolaire (USA, Brésil, Russie, Inde et Chine), c'est à dire au moins cinq puissances, sans compter l'Europe, car on ne sait pas s'il faut la citer. Et aucun pays européen ne peut prétendre seul à tenir ce rang. En revanche, une Europe forte aurait les moyens d'entrer et de peser dans ce monde multipolaire.

Je m'insurge contre le *soft power* (l'influence, l'intelligence, les lois...). Elle fait un peu envie, elle est nécessaire, mais les choses vont se régler - demain - par la force. Certes, cela passera aussi par de la coopération ou de la concurrence. Mais dans tous les cas, ce seront des rapports de force qui régiront la plupart de nos relations.

Comment ? Voici une liste des besoins pour avoir une Europe forte :

- Le climat et l'énergie : l'Europe s'est rassemblée autour de Kyoto, mais il n'y a pas de politique énergétique européenne. Euratom symbolisait l'énergie d'avenir, c'était un complément de langage à la CECA (le futur contre le passé). Comme les français n'en n'ont pas voulu, la politique énergétique est restée nationale. Nous ne pouvons pas continuer avec une telle politique, la politique énergétique doit devenir européenne ;

- Le champ industriel : il faut développer une politiques industrielle de coopération ; la concurrence ne suffit pas à organiser l'industrie. Nous devons créer des champions européens, et pas transatlantiques. Aujourd'hui, une fusion franco-allemande est plus difficile qu'un rapprochement franco-américain. Des politiques de coopérations dans ce domaine apparaissent nécessaires. Reprendre le concept de la concurrence en soulignant que celle-ci ne constitue pas une finalité.

- Refuser le protectionnisme : cela ne protège pas, car le protectionnisme engage les autres pays à faire la même chose. Souvenons-nous des leçons magistrales d'Alfred Sauvy. Le commerce international fonctionne comme le progrès technique : il supprime des emplois. Seulement il faut être sûr qu'il soit fait de façon équitable, et pas selon la logique du fort au faible. Il y a des gagnants et des perdants, il faut donc savoir comment on fait avec les perdants. Cela passe par de la redistribution, par de la réallocation... mais pas en refusant le commerce international ;

Il y aurait de nombreux autres thèmes (la défense nationale...), mais je n'ai pas le temps de les développer.

Une question de méthode :

Avec l'UE à 27, on n'ira pas beaucoup plus loin. Il existe pourtant une zone de cohérence, c'est l'eurozone (où il y a ni les anglais, ni les polonais). Sans l'euro, il y aurait eu de nombreuses dévaluations en Europe. L'euro, c'est la cohérence possible.

Or, nous avons besoin d'un pilotage dans l'eurozone, cela passe par une alliance franco-allemande. Il faut redémarrer une diplomatie par l'intermédiaire des partis socialistes français et allemands, cela nécessite une nouvelle coopération entre le SPD et le PS. Il faut discuter avec eux pour évoquer une aspiration commune.

Voici quelques exemples de rapprochements possibles entre la France et l'Allemagne :

- 1) Mettre en place d'un budget commun de 3 % du PIB qui serait voté et géré conjointement par les deux gouvernements, dont les deux premières applications seraient : la création d'un MIT à Strasbourg¹ (c'est-à-dire une université de pointe franco-allemande) et la mise en œuvre de programmes de recherche commun.
- 2) Une représentation commune et conjointe des deux pays au Conseil des ministres de l'UE, au FMI et à la Banque mondiale, à la BCE...
- 3) La création d'une société européenne à conseil de surveillance et directoire avec une représentation des salariés dans les conseils de surveillance. Cette société bénéficierait d'avantages fiscaux.
- 4) La création d'une agence de notation européenne (franco-allemande) travaillant dans trois domaines (financier, social et environnemental).
- 5) L'élaboration coordonnée des budgets dans les deux pays. Le budget français serait lu devant le Parlement allemand (pour avis et à titre consultatif), et inversement. Cela favoriserait des coopérations nettement plus renforcées. Cette proposition constitue une vision de moyen terme.

Alain Richard :

On pourrait reprendre la citation de Churchill sur la démocratie et l'appliquer à l'Union européenne : « La construction européenne est le pire des systèmes à l'exception de tous les autres. »

Il faut lutter en permanence contre ce rejet, contre cette tentation.

Trois obstacles existent :

- la démocratie est nationale et tous les Etats européens sont des démocraties. Il y a cependant quelques signes d'apparition d'un espace public européen.
- la souveraineté est encore présente. Le dépassement de la souveraineté est très peu porté par les élites européennes. Ce manque d'allant des élites est préjudiciable à la construction européenne ;

¹ La France laisserait alors partir le Parlement européen à Bruxelles.

- un système monstrueusement juridique : en prétendant faire une Constitution, cela a déclenché un effroi chez beaucoup d'européens. Car cela formerait un système que nous ne comprenons pas, et remplacerait un système démocratique que nous maîtrisons à peu près.

On doit arriver à gérer cette contradiction : une dimension progressiste (l'UE) et des structures démocratiques essentiellement nationales. Ne pas baisser les bras sur ce point-là. Les divergences sont très présentes à gauche aujourd'hui. Cela nous impose de nous battre pour redonner un contenu à cette aspiration européenne.

Le *Manifesto* matérialise le fait que l'on a réussi à confronter droite et gauche au niveau européen. Alors que dans les autres Etats membres de l'UE, ils passent leur temps en coalition au gouvernement (en Belgique l'exemple des progressistes avec les libéraux ; idem en Allemagne où les SPD et la CDU forment une coalition, ils le gèrent avec beaucoup de dignité). Il y avait donc une réticence à créer cette opposition droite et gauche au niveau européen.

Il existe pourtant une identité européenne progressiste (ex : modèles sociaux en difficulté). Sur le thème du service public nous avons beaucoup progressé : des idées émergent autour d'organismes publics acteurs du service public, et plus seulement régulateurs. Il existe une identification de l'Europe. Il s'agit désormais de définir, en partant de ces quelques noyaux, une identité progressiste au niveau européen.

Deux points pour terminer :

- L'UE traverse moins bien le processus de mondialisation, tout simplement parce qu'elle a plus à perdre ;
- Nous autres socialistes, nous devrions défendre les salariés quelque soit leur point d'implantation en Europe, et pas seulement les salariés français.

Xavier Normand :

Que peut-on faire pour les pays d'Europe de l'Est qui se trouvent à la porte de la zone euro et sont actuellement bloqués ? Construction d'un tuyau préparatoire pour l'euroland ?

Philippe Jurgensen :

Pour entrer dans cette campagne, il convient d'avoir quelques idées simples. Je privilégierai cinq thèmes :

- l'Europe de la connaissance et de l'innovation : c'est le progrès d'aujourd'hui que doit porter la gauche ;
- réagir à la crise de façon européenne et commune : un grand emprunt (environ 200 milliards d'euros, soit 2 % du PIB européen) et l'investir de façon créative ;
- la défense commune : la gauche peut faire des propositions hardies sur ce point (le commandement commun des troupes, par exemple) ;
- défendre un modèle européen et mondial : en particulier un modèle social et environnemental (la taxe carbone, une politique énergétique commune, les normes sociales...) ;
- une politique industrielle avec pour objectif la création de champions européens.

André Staropoli :

Je souhaiterais faire une proposition qui me semble cruciale : dans le domaine de l'enseignement et de la recherche, il faut aller vers une harmonisation européenne. Ceci est

indispensable, car le système est très désordonné jusqu'à présent. Les anglais ont fait en avance une réforme, les allemands aussi, et les français continuent à nager.

Philippe ... :

J'aurais deux questions à poser :

- L'indépendance de la BCE est-elle une bonne chose ?
- Mettre les Trésors publics en commun entre la France et l'Allemagne est-il envisageable, alors même que les balances commerciales de ces deux pays sont très différentes (très excédentaire pour l'Allemagne et fortement déficitaire pour la France) ? Comment enclencher un processus d'harmonisation entre les deux pays ?

Bernard Soulage :

- Un sixième point par rapport à la proposition de Philippe Jurgensen : c'est en Europe que l'on peut le mieux porter les problèmes de régulation mondiale. Cela sera fait au G20 et c'est une bonne chose. En Europe, on a souvent une vision assez proche sur ces questions et une vision avant-gardiste.
- La création de l'euro est passée par un coup de génie : le 31 juillet 1993, un fonctionnaire a soumis l'idée de choisir des marges de fluctuation des taux de change à plus et moins 15 %. Or, comme les spéculateurs ont été désorientés, ils n'ont pas spéculé. Personne n'a pris le risque de perdre 15 %.
- La BCE souffre moins de son indépendance, que d'un dialogue structuré avec le pouvoir politique. Les statuts de la FED prévoient cela avec le Congrès américain. De plus, elle n'a pas les compétences humaines pour mener les opérations de restructurations financières. Il lui manque aussi les compétences techniques notamment la capacité à lever des fonds, techniques disponibles au FMI.
- A propos du couple franco-allemand : en 2002, Henri Nallet et moi avons essayé de construire des axes communs avec l'Allemagne. Mais Gérard Schröder a choisi l'inverse de la coopération. La non coopération de l'Allemagne s'est faite sur les questions salariales, sociales ou encore industrielles. L'exemple de la vente du TGV à la Chine est assez révélateur de l'état d'esprit allemand. Pour Alstom, il ne fallait pas vendre ce produit aux Chinois à cause des transferts de technologie². Or, les Allemands par l'intermédiaire de Siemens l'ont vendu. Idem pour l'aviation.
- C'est un choix très assumé par l'Allemagne. Le monde change et ils ont choisi de fournir le monde en produits haut de gamme et en se servant abondamment de la sous-traitance. Ils pourvoient le monde en produits qui créent la mondialisation. Ne rêvons donc pas, nous ne sommes plus en présence d'un couple franco-allemand coopératif.

Roger Godino :

A propos de l'euro, il existe une insuffisance d'organisation au sein de cette union monétaire. Il y a trois manques : un pouvoir fédéral, un pouvoir politique et un pouvoir budgétaire. Comme on dispose de la monnaie, on serait un peu l'équivalent des USA, si l'on remplissait ces trois manques.

La non coopération entre la France et l'Allemagne de 1997 à 2002 résultait essentiellement de raisons politiques liées à la cohabitation française.

Construisons l'Europe sur des choses concrètes et du domaine du possible (ex : une agence de notation européenne capable de noter toutes les entreprises). Réalisons cela petit à petit. C'est la méthode de 1945 qui doit être privilégiée. Les politiques d'attachement menées

² Ces transferts leur permettront de concevoir et de produire ce type de produits dans quelques années.

entre la France et l'Allemagne résultaient justement de nos positions d'anciens ennemis. L'Allemagne n'est pas redevenue prussienne. Il n'y a de toute façon pas d'autre issue que de consolider autour de l'euro.

Enfin, je terminerais en disant qu'il ne faut pas mettre « Dix Grèce » dans la zone euro. Sinon, notre monnaie commune battra de l'aile. A la suite de cette crise, de nombreux pays voudront entrer dans la zone euro (dont le Royaume-Uni), c'est le moment de durcir les conditions d'entrée pour ne pas condamner la cohérence et l'avenir de cette zone.

Dominique de Nayves :

Je ne vois aucune contradiction entre les propositions de Bernard Soulage et de Roger Godino. Car l'idée est simple : il s'agit de faire une campagne européenne, il faut donc rendre crédible notre engagement européen.

Il faudra dans cette campagne d'abord tenir le très court terme. La crise est là, la difficulté de l'Europe de repenser sa compétitivité aussi. Pour que la gauche soit crédible, il faut mettre sur la table des éléments du domaine du possible (si la gauche était en capacité d'exercer des responsabilités gouvernementales) : il faut parvenir à démontrer que nous serions en mesure de traiter un peu moins mal - ou beaucoup mieux - la crise actuelle par rapport aux gouvernements conservateurs en place.

La réflexion de Philippe Jurgensen est bonne et doit être reprise. Des efforts sont aussi à faire dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche, c'est l'un des rares secteurs où l'Europe peut retrouver un avantage compétitif à peu de frais. Nous n'imaginons pas affaiblir l'Europe dans le vaste monde, mais au contraire nous voulons affirmer la volonté de réarmer l'Europe. Des solutions différentes et plus audacieuses que celles proposées par les gouvernements conservateurs sont donc à proposer et à mettre en place.

Quelques idées forces :

- Ne pas stopper la dynamique du *Manifesto* qui dégage peu à peu des idées et un projet progressiste, à savoir reconstruire une social-démocratie avec un nouveau compromis où les salariés retrouvent toute leur place.
- Mais, il faut aussi avoir un plan plus ambitieux : faire rêver par de « nouveaux bonds » (André Malraux). La réconciliation franco-allemande fût l'un de ces bonds. Nous devons donc remettre la dynamique européenne autour de projets et de volontés. Il faut trouver des mécanismes ou des moteurs. Cette démarche peut être initiée.

Même s'il est difficile de faire le chemin de Berlin, et pour nos amis allemands de faire le chemin de Paris, il ne faut pas se lasser. Très vite, nous devons engager avec des acteurs allemands, je pense notamment à la Fondation Friedrich Ebert, un vrai dialogue sur la manière de reprendre ce type de relation. Des politiques, des intellectuels, des journalistes... pourraient participer aux débats. Il s'agit de refaire rêver.

Il faut concrètement mandater un petit groupe pour entrer en contact avec ceux qui sont en train de revisiter la social-démocratie en Allemagne. Ils ont aujourd'hui la volonté de reconsidérer un certain nombre de fondamentaux. On peut le faire ensemble avec des membres d'*Inventer à gauche*. Dans les conditions de la social-démocratie cette fois-ci. Ce sera notre premier pas en direction d'une Allemagne partenaire.

3 – Groupe de travail sur l’entreprise :

Alain Bergounioux :

L’objectif consiste à construire une nouvelle vision du socialisme et de la social-démocratie européenne dans une période qui a vraiment changé. Une seule vraie tentative idéologique a été tentée et réalisée, il s’agissait de la 3^{ème} voie proposée par les anglais.

Ils n’ont pas su transcender les contradictions (sur la puissance publique européenne, par exemple). Or, dans une crise, il faut proposer une nouvelle vision. Donc il ne faut pas démarrer avec un parti pris idéologique.

L’Europe constitue un bon thème. D’autres thèmes sont des sortes de trou noir pour le socialisme, en particulier la question de l’entreprise. Il n’existe pas de réelle pensée de l’entreprise (de l’évolution du droit de l’entreprise, de la place des salariés...). Sinon, il faut remonter aux lois Auroux (1982) qui sont la dernière grande tentative de penser un cadre d’ensemble (dialogue social, démocratisation...). Celles-ci étaient d’ailleurs le fruit d’une réflexion au long cours qui remonte aux années 1960 avec le rapport Bloch-Lainé, les apports de la CFDT...

Les théoriciens et les praticiens de la 3^{ème} voie avaient une idée, un parti pris : l’individu. Ils avaient aussi une vision : son employabilité, « il fallait capitaliser le social ». Le problème n’était donc pas la structure de l’entreprise. Or, dans la vision social-démocratie, l’entreprise constitue un rapport de force qui permet la « coopération ». La finalité, c’est la coopération à partir des conflits. La vision anglaise rompait fondamentalement avec la logique sociale-démocrate. Nous devons revenir là-dessus, si l’on veut être des socio-démocrates renouvelés.

Beaucoup de français veulent dire leur mot à l’intérieur de l’entreprise, ils n’en supportent plus la faiblesse démocratique. Cela nécessite de repenser les outils d’une réforme de l’entreprise. On peut donc lancer une série d’analyses et de propositions.

Marc Deluzet :

Ce rapport est le résultat d’une réflexion menée par un groupe de travail depuis plus d’un an. Or, le Parti socialiste est un peu le parti du travail. Toutefois, on fonctionne sur des vieux schémas sur l’entreprise.

C’est un texte technocratique, pas nécessairement inscrit dans l’actualité, mais il vise à fixer une philosophie politique de l’entreprise pour le parti socialiste. Il souhaite partir de ce qu’est la réalité de l’entreprise.

Par rapport à la crise, comment aborder ces questions-là ? Quand est-ce que l’on va en sortir ? Il y a un risque d’attendre que l’on en sorte. Il existe une espèce d’attentisme de la classe politique et même de tous les experts, c’est-à-dire attendre que l’on sorte de l’ornière.

La question est de savoir s’il s’agit d’une crise conjoncturelle ou de vraies transformations structurelles. Je pense qu’il faut se situer dans le second cas. La crise va même accélérer ces transformations et les rendre plus brutales. Dans ce cadre, nous devons fournir des perspectives de transformation progressistes. En essayant de rompre avec le fatalisme ambiant.

En France, nous croyons que l’on a de très grandes entreprises, alors qu’il existe un éclatement du paysage de l’entreprise. La réalité de l’emploi se situe beaucoup dans les petites et moyennes entreprises, mais il y a des liens capitalistes dont il faut tenir compte. Il n’y a plus de grande entreprise intégrée (d’un bout à l’autre), mais une grande entreprise qui

entretient des liens capitalistiques avec d'autres structures, ces dernières n'étant alors pas pleinement autonomes.

L'entreprise est aussi un lieu d'innovation et de production de richesses. Avant de répartir la richesse, il faut s'interroger sur la manière de la produire. La façon, dont on crée les richesses, peut engendrer plus ou moins d'inégalités. Cela passe par une évolution de la politique salariale dans les entreprises, par un questionnement entre l'entreprise et ses sous-traitants et par un questionnement à propos du « socialisme de production ».

Le concept d'entreprise est à repenser au niveau européen, notamment sur le plan du problème de compétitivité. Si les politiques publiques sont à l'origine de ce manque de compétitivité, les politiques des entreprises elles-mêmes sont aussi en cause. Il s'agit de repenser un modèle d'entreprise compétitif sur le plan international en tenant compte du contexte social. Selon Franck Riboud, PDG de Danone, dans un article du journal *Le Monde* (daté du 3 mars 2009) : l'entreprise doit créer de la richesse pour ses autres parties prenantes. La fonction sociale de l'entreprise est un facteur de sa compétitivité.

Les notions de développement durable et de responsabilité sociale des entreprises doivent favoriser une approche dynamique et beaucoup plus partenariale au sein des entreprises. Les relations étaient auparavant fondées sur un rapport de forces. Désormais, l'interaction externe modifie le fonctionnement de l'entreprise.

Se pose aussi la question de ses frontières et de la participation des salariés. Philippe Askénazy souligne que nous sommes en retard sur ce point. Les dégâts du progrès sont très mal pris en compte dans l'entreprise ; ils ont de plus des conséquences, des externalités négatives pour l'assurance maladie. Cela nécessite aussi de refonder une réflexion sur le rôle des représentants syndicaux dans l'entreprise, sur la place et le rôle des salariés dans le Conseil de surveillance ou dans le Conseil d'administration. La France rêve d'un système allemand, alors qu'on ne l'a pas ; en Allemagne, il y a un principe de codétermination.

Jean-François Merle :

Une suggestion pour faire le lien entre les trois thèmes (l'état de l'opinion, l'Europe et l'entreprise) : peut-on dépasser le slogan « réhabiliter la valeur travail » ?

Le travail n'apparaît jamais dans le bilan d'une entreprise. L'ancienneté ou la fidélisation, la culture d'entre et les formations professionnelles à l'intérieur... pourraient être comptabilisées dans les comptes des entreprises. Si l'on possédait des indicateurs ou des normes comptables, cela redonnerait un sens au contenu de l'entreprise en replaçant le travail un peu plus au centre des préoccupations de l'entreprise. C'est une thématique qui fait le lien entre les trois thèmes.

Xavier Normand :

Je souhaite apporter quelques petits points de compléments par rapport au document proposé :

- La question de la territorialisation : les pratiques locales sont nombreuses, un énorme travail (incubateurs...) existe au niveau local. Il existe un lien certain entre les territoires et l'entreprise. Le Centre des Jeunes Dirigeants d'Entreprise, dans un document intitulé « Développer un libéralisme responsable »³, fait une série de propositions qui pour certaines d'entre elles mériteraient d'être reprises (créer un label d'entreprises

³ Même si cet intitulé apparaît peu opportun.

- responsables, instituer le 1 % développement durable, accorder un droit à l'expérimentation sociale ou refondre les organismes consulaires).
- Un mot sur les deux leviers de la politique face à l'entreprise : la fiscalité et la commande publique. Sur le premier point, la responsabilité sociale de l'entreprise et le développement durable ne peut être simplement des invocations. Jusqu'où va-t-on au niveau de la fiscalité ? Quelle politique fiscale adopter pour favoriser et faciliter le développement de la responsabilité sociale dans les entreprises. Sur le second point, le Small Business Act pourrait être institué en fonction de critères de notation.
 - Sur la notion de développement durable, il existe deux concepts : la durabilité faible : les consommateurs vont faire leur choix (c'est une régulation par les acteurs) ; la durabilité forte oblige les politiques à prendre pleinement leur rôle moteur.
 - sur l'entrepreneuriat : cela relève de la culture et de la formation. Or, on a une formation très faible dans ce domaine. Nous avons peut-être des choses à apprendre des allemands.
 - Face à la vraie dictature du court terme, à savoir le simple clic du trader, nous pouvons imaginer des règles : des limitations sur les achats-vente, sur les allers-retours...

Roger Godino :

C'est un excellent rapport. Il faut encore le travailler. Il peut poser les bases d'une révolution à l'intérieur de l'entreprise.

L'entreprise constitue le noyau fondamental avec lequel on peut organiser l'avenir. Le capital et le travail sont les deux grandes parties prenantes. Or le PS sort d'une culture dans laquelle le salarié est en opposition avec le capital. Pendant 30 ans, on s'est disputé en Europe pour faire une société européenne (SE), celle-ci devait permettre aux syndicats de siéger dans le conseil de surveillance. Les syndicats français ont refusé car ils ne souhaitaient pas cautionner « une alliance » entre le capital et le travail.

Enfin, une idée force. Nous sortons d'une culture dans laquelle on laisse l'entreprise se débrouiller, puis on partage les bénéfices *ex post*. Maintenant, on s'intéresse à la production en amont. Le « socialisme de production », le concept est là, même si le mot n'est pas très bien choisi. Il s'agit d'une pensée en gestation. Notre Parti doit s'investir sur ce thème.

Michel Destot :

Sur ce point, je marque mon désaccord avec l'idée de nationalisations des entreprises. Je préfère les termes d'« européanisation » ou de « régionalisation »... Si on s'accorde sur le lien des entreprises avec leurs territoires, on ne peut plus penser en terme de nationalisation. La dynamique de la puissance publique doit s'incarner à tous les niveaux, et donc pas seulement au niveau étatique.

Autre intervenant :

J'apprécie ces politiques d'intégration fonctionnelles par petits domaines (comme dans les années 1950) ; je suis donc en accord avec les propositions de R Godino sur l'Europe.

Il faut renforcer la participation et l'adhésion des salariés à la politique d'innovation des entreprises.

Il faut, enfin, réfléchir à une politique européenne des brevets, c'est-à-dire un partage des fruits des brevets à l'intérieur de l'entreprise. C'est-à-dire créer « un droit de suite ».

Georges Marie Putois :

Il existe une coresponsabilité entre les syndicats et les patrons. En conséquence, il convient de repenser, à travers le Conseil de surveillance ou le Conseil d'administration, le dialogue dans l'entreprise ;

Concernant le verbe actif « entreprendre », il s'agit d'un acte personnel qui doit être valorisé. Il n'est pas assez dans la lignée de la gauche depuis quelques années. Il ne faut pas laisser ce vocable, actif, aux mains de la droite. Dégageons un programme d'action à partir de ce constat.

Patricia Crifo (Économiste) :

La responsabilité sociale de l'entreprise est l'un des thèmes majeurs de la sortie de crise. Il est possible que les entreprises qui résistent le mieux à la crise sont celles qui ont le mieux intégré cette dimension.

Je pense qu'il faut même aller plus loin que les propositions. En anglais, la notion de responsabilité a deux acceptions : *accountability* qui signifie rendre des comptes ; *responsability* qui veut dire bien se comporter, encourager les bonnes pratiques (vision US). Le problème avec cette deuxième acception est le *greenwashing*, c'est-à-dire les entreprises qui communiquent beaucoup mais qui n'en font pas beaucoup. Il faut aller plus loin : il faut que les entreprises fassent du reporting, qu'elles rendent des comptes. Allez voir ce que les entreprises affichent pour voir vraiment ce qu'elles font et ne pas se contenter du *greenwashing*.

Qui est le mieux à même de faire de la responsabilité sociale de l'entreprise ? Les actionnaires, les clients, les consommateurs...

Jean-Pierre Jaslin :

Il existe à l'heure actuelle la nécessité de développer un savoir-faire complexe dans l'entreprise, où il s'agit de combiner les savoir-faire avec d'autres salariés. Cela nécessite de penser la mobilité professionnelle à l'heure où nos économies se transforment. Comment ces savoir-faire vont pouvoir se recombinaison avec d'autres au moment de la sortie de crise ?

Frédéric Bise :

Trois remarques :

- La force de la territorialisation des entreprises et les liens forts qu'elles ont dans les territoires ;
- Insister sur le regard que les citoyens portent sur l'entreprise et sur les « créateurs », l'auto entrepreneur... ;
- Le rôle des PME n'est pas suffisamment affirmé, il s'agit d'un rôle très important notamment en milieu rural.

Autre intervenant :

- Mettre l'accent sur la diversité des entreprises : publiques/privées, petites/grandes...
- Il faut poser la question des restructurations et avoir un langage adapté en période de crise.

Didier Olot :

Le texte ne remet pas assez en cause la société anonyme (SA). Celle-ci engendre des déviations inéluctables (le court-termisme, même si l'on y ajoute la responsabilité sociale des entreprises...). Quid de la présence des salariés au CA ? Ils n'ont aucune influence sur le processus de décision, c'est d'autant plus vrai lorsque le CA est bien préparé en amont.

Dans ce contexte, il faut promouvoir activement des modèles alternatifs : des fondations peuvent gouverner des entreprises...

Vincent Durieu :

Entreprise/entreprendre/entrepreneur. Cela serait intéressant de progresser autour de ce glissement. Il faudrait aller vers des salariés qui soient plus des entrepreneurs.

Catherine Tasca : conclut sur le groupe de travail sur l'entreprise

Le rapport proposé est très positif. Il faut absolument poursuivre cette réflexion.

D'abord, il faut l'assortir de propositions très concrètes, et faire un effort pour illustrer chacune de ces approches nouvelles, notamment sur la participation des salariés.

Ensuite, une note interrogative. Je souhaite évoquer un affrontement entre le politique et le patronat qui est une confrontation très dure. Il faudrait réfléchir aux leviers dont dispose le politique pour faire évoluer les entreprises.

Par ailleurs, il faudrait toujours mettre en relation l'entreprise, l'emploi et le rapport au travail. Il convient de lire l'entreprise comme un enjeu de société. Ce rapport l'effleure, et doit l'approfondir.

Enfin, on ne peut faire l'impasse sur l'entreprise publique : il y a des choses à inventer autour de l'entreprise publique en attendant le grand projet de directive cadre pour les services d'intérêt général.

Au final, je formule une invitation à poursuivre le travail.

Conclusion :

Michel Destot :

Je nous invite à poursuivre et à nous élargir afin que, ce que nous proposons aujourd'hui, puisse servir à d'autres à l'extérieur du cercle *Inventer à gauche*. Pour que cela puisse être utile, il faut poursuivre les groupes de travail, notamment sur celui sur l'entreprise qui se réunira Mardi prochain à 18H30.

Je souhaite faire un commentaire : nous sommes dans une crise (mondiale), la réponse ne sera ni française, ni simplement européenne. Elle sera appropriée si elle est mondiale, internationale. Or, il n'existe pas de gouvernance mondiale.

Fixer un cap, donner une orientation : nous sommes très loin de dire quel modèle d'organisation de notre société au plan mondial, quel modèle de croissance en terme économique, social et environnemental, nous sommes capables de proposer. Aussi, en Juin prochain, la prochaine réunion d'*Inventer à gauche* portera sur ces différents points. Pascal Lamy et François Chérèque seront invités, Michel Rocard souhaite aussi y participer. Cette réunion se déroulera soit à Paris, soit à Grenoble.

Notre réponse à tout cela doit être politique, au sens le plus global et le plus complet du terme, et pour nous, la réponse doit être social-démocrate. Elle devra être sociale, environnementale et éthique. Sinon, nous ne serons pas capables d'entraîner les citoyens.

C'est à l'espace le plus proche et le mieux adapté de réaliser la synthèse, à savoir l'UE, où il y a aujourd'hui encore trop de droit et pas assez de politique. Je souhaite que l'on reprenne les propositions de Roger Godino et de Philippe Jurgensen, tout en intégrant la politique énergétique dans le point sur l'environnement.

Concernant l'**entreprise**, c'est l'espace le plus concret à condition que l'on en fasse un modèle de développement au cœur de la société, et que l'on place l'individu au cœur de l'entreprise. Au sein de la gauche, il s'agit de trouver la source d'une nouvelle croissance qui soit durable. On voit aujourd'hui les dégâts de la décroissance, car elle ne crée pas d'emploi qui est pourtant la première des solidarités. De plus, celle-ci ne crée pas les ressources dont nous avons besoin pour mener nos politiques sociales.

Nous ne pouvons accepter de réformes que si elles mettent l'entreprise au cœur des territoires. Le développement de nos territoires et le lien avec l'entreprise demeure essentiel.

Il faut aussi en faire le lieu du « profit durable » : c'est-à-dire veiller à ne pas faire de court-termisme, à développer nos capacités à mener des politiques industrielles et stratégiques, et pas purement financières ou boursières. On a un débouché sur un nouveau concept d'entreprise européenne, il s'agit donc de dégager une conception d'entreprise européenne.

Il convient, en outre, de replacer l'individu au sein de l'entreprise : cela se traduit par le refus du droit exclusif de propriété de l'entreprise par les actionnaires. Il faut aussi en finir avec le manque d'éthique et condamner de manière nette l'immoralité. Réconcilier la politique et l'éthique constitue le passage obligé entre l'économique, le social et l'environnemental.

Il s'agit enfin de réhabiliter l'entrepreneur, l'ingénieur et les travailleurs. Remettre à sa place le banquier, à savoir comme un métier modeste, sans quoi nous ne regagnerons la confiance de personne.

On ne mobilisera que sur l'espoir et l'espérance que nous pourrions donner : la réduction fracture entre Nord Sud, empêcher le naufrage écologique...